

Automne 2008, urgence sociale et démocratique

Voici une nouvelle lettre aux adhérents d'Attac qui nous invite à la résistance et à proposer des alternatives sociales et démocratiques au libéralisme en crise.

Cette rentrée, chacun le ressent, est marquée par l'inquiétude et la désapprobation grandissante des politiques libérales.

Ni la démagogie déployée par le pouvoir, ni l'habillage idéologique libéral ne parviennent à masquer l'aggravation de la crise économique et sociale. Attac explique l'origine de la crise par « Les trois axiomes de la finance mondiale » : 1) la liberté de circuler du capital a un prix, celui de la baisse du « coût du travail », de la dégradation de l'emploi et de l'amputation des droits sociaux ; 2) les banques centrales abreuvent de liquidités un système financier spéculatif, pendant la montée d'une bulle et aussi après l'éclatement de celle-ci pour éviter les faillites en cascade ; 3) les gains sont pour les actionnaires, les pertes pour la collectivité.

Il est donc urgent de « désarmer les marchés financiers » en taxant toutes les transactions financières, en mettant le système bancaire sous contrôle démocratique, en supprimant les paradis fiscaux, en annulant la dette des pays pauvres et en sortant enfin l'Europe du carcan libéral.

La France, qui préside l'Union Européenne jusqu'à la fin de cette année, se trouve à l'avant-garde de l'offensive libérale, notamment en matière de politique répressive de l'immigration et d'engagement renforcé dans la politique guerrière de l'OTAN.

Mais, comme le précise l'agenda de notre bulletin, chaque initiative de la présidence française sera contestée

par des manifestations unitaires. Un temps fort de ces manifestations sera l'initiative internationale, sur le thème « migration et développement : des ponts, pas des murs », les 17 et 18 octobre, à Paris et que nous relayerons à Aix par une conférence que nous souhaitons unitaire le 16 octobre au Ligourès.

Entre-temps, nous participerons, le 20 septembre, aux manifestations contre l'occupation militaire de l'Afghanistan, pour le retrait de l'armée française et pour la fin de la domination des multinationales et de l'OTAN dans cette région du monde. Ensuite, le 7 octobre, se prépare une mobilisation européenne « pour un emploi décent » (voilà un thème qui en dit long sur le recul social imposé par les politiques libérales et qui fait penser que le RSA risque de favoriser le développement d'emplois indécents...). En France, le mouvement syndical prépare une mobilisation sur ce thème et sur la dégradation du pouvoir d'achat. Attac participera à ces mobilisations.

Fin novembre, une initiative nationale « Climat – énergie - justice sociale et environnementale » est en préparation.

Enfin, Attac a pris l'initiative de constituer un collectif national « une autre Europe est possible ». Vous lirez le détail de ces mobilisations page 3. Voilà, après ses universités d'été de Sarrebruck et de Toulouse avec une fréquentation pour chacune d'elles de 800 participants, dont des militants d'Aix, Attac sera de toutes ces luttes sociales et démocratiques.

La journée des associations, ASSO-GORA, du 14 septembre, et surtout la réunion de rentrée d'Attac pays

Nos rendez-vous

Jeudi 18 septembre à 19h00

Attac au Ligourès

Attac fait sa rentrée

Mardi 07 octobre à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

« La folle mécanique de la finance mondialisée »

Jeudi 16 octobre à 19h00

Attac au Ligourès

« Des ponts pas des murs »

**Mardi 04 novembre 2007
à 19h30**

Attac au Jas de Bouffan

d'Aix le 18 septembre au Ligourès nous permettra d'en débattre ensemble.

Enfin comme vous le voyez, les raisons de rejoindre Attac ne manquent pas. C'est pourquoi nous appelons nos adhérents qui ne l'ont encore fait et sympathisants à élargir notre base militante en prenant leur adhésion, indispensable pour renforcer le mouvement de lutte contre le néolibéralisme et pour une autre Europe.

A très bientôt donc, nous comptons toujours sur vous.

Gérard Guieu

AGENDA
SEPT. OCTOBRE 2008.

Dimanche 14 septembre 2008 :
Assogora sur le cours Mirabeau à Aix

Du 17 au 21 septembre 2008 :
Forum Social Européen à Malmö en Suède.

Jeu 18 septembre 2007 à 19h00 Attac au Ligourès
Attac fait sa rentrée
Avec des témoignages sur les Universités d'été d'Attac France et des Attac d'Europe, et les campagnes d'Attac : "Europe sociale" et "Désarmer les marchés financiers"

Maison des associations, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Pce.

Samedi 20 septembre 2008 à 17h00
Rassemblement unitaire pour solliciter le retrait des forces françaises d'Afghanistan à la Rotonde, côté Allées Provençales

Samedi 20 et dimanche 21 septembre 2008 : Rassemblement et manifestation à Annecy "Une agriculture pour vivre, l'alimentation est un droit. Changeons de CAP, Changeons la PAC".

Dimanche 28 septembre 2008 : Jas Agora, parc de verdure au Jas de Bouffan.

Mardi 07 octobre 2008 à 19h30 Attac au Jas de Bouffan
La folle mécanique de la finance mondialisée
avec des extraits du documentaire « Voyage au cœur de la crise »
Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Pce.

Samedi 11 octobre 2008 : Journée Irlandaise : "NO means NO"

Jeu 16 octobre 2008 à 19h00 Attac au Ligourès
« Des ponts pas des murs »
Réunion unitaire sur l'immigration avec Aix solidarité, la Cima-de, l'Asti, ATMF.
Maison des associations, place Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en Pce.

Mardi 04 novembre 2008 à 19h30 Attac au Jas de Bouffan
Sujet pas encore défini à l'heure du tirage

Dette : réunion les 1^{er} lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune

Contact : Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Environnement : réunion jeudi 23 octobre et 27 novembre à 20h chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94

Femmes, genre et Mondialisation : contact : Claudine Blasco 04 94 78 58 69

Paradis fiscaux taxes globales : réunion jeudi 30 octobre et mercredi 26 novembre chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard : le 2^{ème} jeudi du mois à 19h00, Centre JP Coste

G R O U P E S D E T R A V A I L

contact : Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

Préparation des réunions publiques (Jas et Ligourès) : contact : M et J Fourny 04 42 21 65 45

Stand marché Richelme samedi à partir de 10h00 : **contact :** Bernard Lagune 06 08 49 50 25

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de 10h30 : **Contact :** J.et M Fourny 04 42 21 65 45

Tractage : contact : Raymonde Lagune 06 20 23 30 20

Responsable fichier adhérents : Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Gérard Guieu 06 72 49 75 39

Une « Organisation Internationale du Commerce » légitime sur wiki

Connaissez-vous l'encyclopédie en ligne Wikipédia ? Auriez-vous une question sur Ramsès II ? Wikipedia vous donne la réponse, et dans toutes les langues. Wikipedia grandit chaque jour.

Son succès, c'est le travail continu d'innombrables bénévoles de par le monde, apportant et partageant leurs savoirs ; et le logiciel libre "wiki" permet à cette communauté d'échanger et de construire. Wikipedia a surpassé les plus grands dictionnaires, pourtant soutenus par des intérêts commerciaux. C'est une magnifique réussite.

Considérez à présent l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) : fonctionnement opaque, querelles marchandes, le déni du social et des questions d'environnement. L'OMC aujourd'hui toute-puissante ignore l'ONU et dicte sa loi aux Etats, la loi des intérêts commerciaux. Serait-il possible de surpasser l'OMC ? L'initiative Wiki-ITO, c'est rien moins que cela : mettre en place un forum où la société civile donnerait forme à une Organisation Internationale du Commerce (OIC, International Trade Organisation/ITO) : pour réguler les échanges dans un cadre légitime cette fois, dans le respect des chartes internationales, pour le bien du vivant et des populations. L'idée a surgi dans ma tête lors de l'AG de Lyon en 2007 ! Depuis :

- Trente traducteurs militants du réseau Coorditrad se sont portés volontaires.
- Mikaël Book (Finlande) a mis à disposition le serveur informatique situé au Kenya, sur le site du Forum Social Mondial (WSF 2007 Nairobi).
- Oliver Schneider a initié le wiki, depuis la Belgique,

- J'édite un texte en Français... Mariano C. en Argentine consulte à ses heures le Wiki-ITO, et traduit en espagnol : ça roule tout seul !

- Susan George encourage ce projet avec enthousiasme

- A l'Université d'été de Sarrebrück, nous avons, en direct, modifié une règle de commerce sur le serveur de Nairobi. N'est-ce pas magique ?

Idée, puis expérimentation... allons-nous rentrer dans un véritable développement ? Idéalement, si le Wiki grandit à la façon de Wikipedia, viendra le jour où les politiques, ne pouvant ignorer cet OIC légitime, en viendront à s'aligner sur ses propositions plutôt que sur celles de l'OMC marchand. Et si tout n'allait pas comme prévu, que perdriions-nous ? Le logiciel wiki est libre et gratuit ! Le forum nous incite à travailler en réseau, entre Attac d'Europe, entre ONG du monde, effaçant les distances et la barrière des langues. Nous pouvons ainsi

dégager des consensus internationaux en démontrant la légitimité, la transparence, la représentativité de nos positions. Tout le contraire de l'OMC !

Voici l'adresse du site : <http://www.wsflibrary.org/index.php/Wiki-WTO>

Je vous recommande la visite des pages : Contexte ? Objectifs ? Démarche, puis Ethique ? Cadre, enfin la page prototype "EAU". Indulgence et patience : le Wiki est encore peu développé. Mais sa structure émerge, et il parle déjà français, anglais, allemand, italien, espagnol, portugais. C'est l'outil d'une communauté à venir, que vous pouvez rejoindre.

Gilles Meuriot

Une autre Europe est possible, agissons ensemble !

Les politiques de l'union européenne prennent une part déterminante dans la vie quotidienne de nos concitoyen(ne)s. Traités, politiques communes et jurisprudences européennes sont aujourd'hui caractérisés, pour l'essentiel, par la mise en concurrence des systèmes sociaux et fiscaux, la déréglementation des services publics, une politique monétaire sans aucun contrôle démocratique, une politique budgétaire restrictive, une politique agricole sacrifiant l'agriculture paysanne, des politiques sécuritaires notamment vis-à-vis de l'immigration, des traités bilatéraux de libre-échange aggravant l'exploitation des pays du Sud, notamment en matière agricole, une politique extérieure et militaire alignée sur celle de l'Otan et plus généralement un déficit démocratique. la « concurrence libre et non faussée » joue contre l'emploi, le niveau de vie et les services publics, l'environnement et les ressources naturelles.

Face à ces attaques sans précédent, il s'agit de mettre en avant la primauté des droits, notamment sociaux, pour toutes et tous, face à la concurrence. il s'agit de nous opposer et de construire des alternatives sociales, écologiques, féministes et démocratiques qui rompent avec les politiques néolibérales actuelles.

Nous appelons à construire ensemble un cadre de débats et de mobilisations, qui permette la construction de convergences entre des associations, syndicats, organisations politiques et réseaux qui partagent ces préoccupations et souhaitent travailler ensemble dans le respect de l'indépendance et de la place spécifique de chacun.

La présidence française de l'union européenne pendant le deuxième semestre 2008 est une occasion de porter ces

exigences et des propositions alternatives. L'ensemble de ces réflexions et de ces actions devra à la fois concerner la politique française dans l'union européenne et s'inscrire pleinement dans un cadre européen, notamment en lien avec le forum social européen de Malmö en septembre 2008 et avec les réseaux qui y sont liés.

Les principales initiatives durant la Présidence française

Le président de la République avait fixé quatre priorités. Il s'agit de la défense, de l'immigration, de la politique agricole et enfin de l'énergie et de l'environnement. [4 rendez-vous militants dont Attac France est co-organisatrice :](#)

Annecy les 20 et 21 septembre :

« Une agriculture pour vivre »
Une réunion informelle des ministres de l'agriculture est prévue les 22 et 23 septembre en Savoie, un collectif à Annecy organise la mobilisation : « Une agriculture pour vivre : l'alimentation est un droit, changeons de cap, changeons la PAC »

Paris les 17 et 18 octobre :

« Des ponts pas des murs »
Les 13 et 14 octobre, devrait se tenir à Paris un conseil des ministres européens pour adopter le pacte européen sur l'immigration et l'asile. Les 20 et 21 octobre se tient la deuxième conférence interministérielle euro-africaine « migration et développement » à Paris. Nombre d'organisations françaises et européennes mais aussi africaines ou latino-américaines de la solidarité internationale, de défense des droits de l'homme et des migrants, de l'immigration, écologistes et syndicales ont décidé d'organiser la deuxième conférence non gouvernement-

ale euro-africaine le vendredi 17 octobre, et le samedi 18 octobre une grande manifestation pour une autre politique européenne et un concert géant. Cette mobilisation internationale se fera sous le slogan « des ponts pas des murs ».

Paris les 29 et 30 novembre : Initiative énergie-climat

La succession rapprochée du conseil européen des ministres de l'environnement à Paris, de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique, et de la journée mondiale annuelle de mobilisation du 6 décembre sur le climat ont amené plusieurs organisations (ATTAC, Confédération Paysanne, IPAM, FSU, Solidaires, Amis de la Terre, Réseau Sortir du nucléaire, CADTM, Survie) à une initiative : « Climat-énergie-justice sociale et environnementale »

Paris les 6 et 7 décembre : initiative sur les questions sociales

Attac a pris l'initiative de constituer un collectif pour une autre Europe. ? Les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union se réuniront lors du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 en France. Un contre sommet est prévu le 6 décembre avec pour objectif principal de les interpellier sur les questions économiques et sociales.

L'implication des comités locaux ? :

en fonction du contexte régional, des forces mobilisables et des partenaires possibles, il appartiendra à chaque comité local de choisir ses investissements en privilégiant telle ou telle mobilisation. Il est par contre essentiel de mettre en avant la nécessaire cohérence de ces mobilisations, qui sera l'objet du matériel spécifique d'Attac .

Manifestation solidaire à Toulouse

Depuis le 30 octobre 2007, tous les derniers mardi du mois, de 18h30 à 19h30, des religieux franciscains et leurs amis se retrouvent Place du Capitole pour dénoncer l'enfermement des étrangers sans papiers dans le Centre de Rétention de Cornbarrieu, proche de Toulouse. Lors de la séance inaugurale de l'Université d'été d'ATTAC, vendredi 24 août, le représentant de la nouvelle municipalité nous invite à nous joindre à eux si nous sommes encore là le soir du 26 août. Donc, après la clôture de l'Université, je me dirige vers le Capitole.

Au premier abord, à 18h30, je ne vois rien, car, comme beaucoup de badauds, je suis attirée par le tournage d'un film. Et puis, je me retourne vers l'autre angle de la place et je les vois. Debout, une centaine de personnes, dont 5 franciscains, forment un grand cercle silencieux, et semble-t-il, priant autour d'une lampe-torche posée par terre. Quelques passants leur demandent ce qu'ils font. D'un signe, ils les renvoient à 2 moi-

nes qui, devant un panneau d'information, distribuent un petit tract. Aucune parole n'est échangée pendant une heure. Le cercle, qui s'est agrandi peu à peu jusqu'à 150 et qui tient désormais un tiers de la Place, se défait alors sans un mot. Je vais demander le tract, en voici 2 extraits.

« Comme frères de saint François d'Assise et au nom de l'Evangile nous ne pouvons laisser faire cela. Par ce geste nous voulons apporter notre contribution au travail mené sur le terrain et auprès des décideurs publics par différentes associations dont nous saluons les actions...

Information importante : la directive européenne jetant les bases d'une politique commune de lutte contre l'immigration illégale a été votée par le Parlement européen en l'état. Ceci rend notre dénonciation silencieuse et non-violente de l'enfermement des sans-papiers d'autant plus nécessaire. »

Madeleine Liotier

Non aux armes de démocratisation massives : retrait de l'OTAN

N.Sarkozy a annoncé lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008 que la France « y reprendra toute sa place ». En clair qu'il désire participer au commandement intégré de l'OTAN que De Gaulle avait quitté en 1966.

Que signifie concrètement ce retour complet de la France au sein de l'OTAN? D'abord il faut signaler que l'OTAN n'est plus une simple alliance militaire intervenant dans la zone atlantique. Dans le cours des années 90 un nouveau concept a été élaboré « concept stratégique pour le XXI siècle » qui vise à faire de l'OTAN une organisation militaire globalisée dans le cadre du nouvel ordre mondial. C'est à dire qu'elle se donne le droit d' intervenir partout quand elle

estime qu'il existe une menace pour la sécurité des intérêts occidentaux. Et ceci sans garde-fou crédible car l'ONU est de plus en plus marginalisée. Pour se faciliter la tâche l'Otan se substitue à l'ONU (pas encore assez malléable) qu'elle marginalise dans ses fonctions essentielles notamment celle de garantir les accords de paix et dont elle usurpe la légitimité. Des mandats sans contrôle sont donnés, comme en Afghanistan, à des forces qu'elle dirige telles que la FIAS et son but est clairement de se passer de mandat. Sinon comme l'a dit Madeleine Albright : « L'OTAN ne serait plus qu'une simple filiale de l'ONU »! Avec ce nouveau concept, intégrer l'OTAN est lourd de conséquences :

C'est intégrer un directoire militaire de la planète dont les objectifs sont hégémoniques. C'est donc partir à la conquête du contrôle des richesses mondiales et considérer les puissances émergentes comme des puissances potentiellement et inexorablement menaçantes. C'est se lancer à l'assaut du contrôle de l'Eurasie qui est selon Brezinski, conseiller de Carter et de Obama, la clef de la suprématie mondiale. Intégrer l'OTAN c'est aussi en quelque sorte devoir accepter une forme de package contenant toute l'idéologie sous-jacente à cette politique de défense agressive : le concept de guerre des civilisations et de guerre contre le terrorisme ...Il n'y a pas de place possible ici pour la contestation, la démocratie. Car c'est un système qui est défendu. Pourtant l'OTAN se présente (c'est tout dire) comme :

« Une arme de démocratisation massive » ! En réalité l'OTAN est l'organisation la moins démocratique qui soit :

Non seulement tous les commandements suprêmes même en Europe sont attribués à des étasuniens, ce qui laisse très peu de pouvoir aux européens relégués à des postes d'adjoint, mais de plus ces commandements sont couverts par le secret défense. L'OTAN fonctionne ainsi hors de tout contrôle parlementaire et citoyen

des pays qui en font partie et ce n'est pas un strapontin au commandement intégré qui donnera du pouvoir à Sarkozy. Ce strapontin ne sera qu'un gage de soumission et un moyen de pression pour l'acceptation d'envoi de troupes supplémentaires (c'est déjà fait en Afghanistan), ou pour l'acceptation de projets redoutables bizarrement passés sous silence, comme l'installation en Europe d'un bouclier anti-missiles par les U-S-A, sans consultation des européens.

Une organisation telle que l'OTAN aux antipodes des objectifs des altermondialistes pour lesquels l'idée de libre choix démocratique, d'établissement de relations internationales plus justes, de solidarité entre les peuples font sens. C'est pourquoi nous devons nous mobiliser pour exiger le retrait de la France de l'OTAN, participer aux manifestations contre la guerre en AFGHANISTAN, nous opposer à toute installation de bouclier anti-missiles en Europe. Et peut-être nous intéresser un peu plus aux affaires de défense.

Raymonde Lagune

Mobilisations sociales au sud de la Méditerranée

L'Union pour la Méditerranée est une priorité de la présidence française de l'Union Européenne (UE). Loin de représenter un acte d'émancipation, elle renforce la « protection » des frontières de l'UE et la domination économique politique et militaire sur les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Les formes de résistance à cette domination sont multiples : tenue du premier Forum Social Maghrébin du 25 au 28 juillet à El Jadida au Maroc, 17 et 18 octobre à Paris « des Ponts pas des Murs », sommet citoyen sur les migrations avec plus de 200 organisations d'Europe, d'Afrique et du monde, révoltes sociales dont nous présentons ici deux exemples.

Sidi Ifni, ville côtière de 20 000 hab. du sud du Maroc, est mobilisée depuis 2005 sur la question du développement de la région (délaissée par le gouvernement). La situation s'est durcie à nouveau en mai 2008, avec occupation du port, intervention de la police, quadrillage de la ville, arrestations. Après une répression sauvage et des arrestations dans la nuit du 6 au 7 juin, (dont Brahim Bara, secrétaire du CL Attac Sidi Ifni), une mobilisation nationale a réuni plus de 12 000 personnes le 15 juin. Aucune négociation n'a abouti, 8 personnes sont toujours emprisonnées. Suite à de nouvelles manifestations en août, il y a eu plusieurs arrestations et 4 personnes sont recherchées. Pour l'heure trois militants d'Attac sont arrêtés ainsi que deux autres du Centre Marocain des Droits Humains.

La région minière de Gafsa (Tunisie) est en ébullition. La révolte a débuté le 5 janvier à Redeyef, lorsque les habitants découvrent des discriminations à l'embauche par la direction de la Compagnie des phosphates de Gafsa. A partir du mois de mars, la région vit un encerclement quasi-permanent. Le 6 juin, la police tire à balles réelles, tuant un manifestant et en blessant 26 autres. En juin, l'armée a été envoyée sur place face à l'incapacité de la police à contenir les manifestations. Le 25 juillet, la ville de Redeyef, a été le théâtre d'une nouvelle manifestation. Tous les leaders du mouvement de protestation à Gafsa ont été arrêtés et au moins 190 personnes ont été écrouées.

Plusieurs cas de torture ont été signalés durant la détention. Ces révoltes résumées bien, nombre de maux communs : chômage des jeunes, pauvreté extrême des zones marginales du pays, absence d'espace d'expression et de représentation et enfin gestion sécuritaire de toute contestation. Nous devons être solidaires de ces luttes.

Bernard Lagune